

PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES MAJEURS

Des lois jetées aux oubliettes

Le ministre de la Communication a annoncé, mardi, l'installation de deux groupes de travail qui seront chargés de revoir la réglementation en matière de prévention et de gestion des risques majeurs. Une décision des plus étonnantes puisque des textes existent mais sont actuellement inapplicables, voire même inappliqués.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La décision du gouvernement de revoir la réglementation relative à la prévention et la gestion des catastrophes paraît totalement illogique. Comment peut-on rectifier des textes qui n'ont jamais servi ? Il faut, en effet, savoir qu'une première révision de cette réglementation a été décidée en 2004.

Pris de court par l'ampleur du séisme de Boumerdès, le gouvernement avait revu l'ensemble des mesures pour faire face à ce type de catastrophe. Le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement s'était

vu confier l'élaboration de ce nouveau cadre juridique. La loi relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable entre en vigueur le 25 décembre 2004.

Chérif Rahmani, qui n'avait pas encore hérité du secteur du tourisme, défendra bec et ongles ce texte qui s'inscrit dans le cadre du concept de «développement durable». Mais voilà, au jour d'aujourd'hui, cette loi ne peut servir en l'absence de décrets d'application. Elle est pourtant d'une importance capitale au regard des

domaines hautement sensibles qu'elle est censée gérer. Outre le plan Orsec (voir Le Soir d'Algérie du 8 octobre 2008), la loi relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes dans le cadre du développement durable prévoit la mise en place d'un plan général de prévention pour les 10 risques identifiés officiellement (séismes et risques géologiques, inondations, risques climatiques, feux de forêt, risques industriels et énergétiques, risques radiologiques et nucléaires, risques portant sur la santé humaine ainsi que les risques portant sur la santé animale et végétale). «Pour chaque risque majeur, il est institué un plan général de prévention de risque majeur adopté par décret. Ce plan fixe l'ensemble des règles et des procédures visant à atténuer la vulnérabilité à l'aléa concer-

né et à prévenir les effets induits par la surveillance de cet aléa», précise l'article 16. Ainsi, chaque secteur ministériel aurait dû se charger de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de prévention dans son domaine d'intervention. A titre d'exemple, les risques liés aux inondations sont du ressort du ministère des Ressources en eau, les risques industriels au ministère de l'Industrie et ainsi de suite. Sur un autre plan, les chapitres 1 et 2 énoncent les dispositions générales de cette loi en matière d'instauration de système d'alerte (national, local et par site), les modalités spécifiques d'aménagement et d'urbanisme en zones dangereuses ainsi que les prescriptions particulières pour chacun des 10 risques majeurs. Des mesures malheureusement inutiles, le gouvernement n'ayant pas

jugé nécessaire d'en fixer les modalités d'application par voie réglementaire.

Mais il y a pire encore en matière de négligence, puisque le gouvernement se permet même de passer outre ses propres décrets. C'est précisément le sort réservé au décret exécutif du 24 juin 2004 portant création de la commission liée aux risques naturels et technologiques majeurs. Cette commission, censée être présidée par le ministre de la Communication, a pour mission de définir et de mettre en œuvre au gouvernement une stratégie nationale de communication liée aux risques majeurs. Dans ce cadre, elle est chargée «d'arrêter les modalités d'approche pour le traitement informatif des événements liés aux risques naturels et technologiques majeurs et à leur prévention ; d'arrêter les types de programmes informatifs adaptés aux situations inhérentes à ces risques ; d'identifier les

actions de diffusion de l'information préventive sur tous supports ; d'élaborer les stratégies de riposte à toutes formes de désinformation de l'opinion publique». Le législateur a attribué de très larges prérogatives à cette structure puisqu'elle est chargée de définir «les modalités de concertation intersectorielle en matière d'information durant les situations liées aux risques et à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs» et même de concevoir «le dispositif d'alerte par procédé de communication». Concrètement, cette commission aurait pu jouer un rôle décisif dans les différentes inondations qui ont touché le pays ces dernières semaines. A Ghardaïa par exemple, son action dans le cadre de la prévention aurait pu sauver des vies humaines et son implication dans la gestion de crise aurait évité toute forme de désinformation.

T. H.

IL A RÉPONDU HIER AUX DÉPUTÉS

Djoudi plus optimiste que jamais

Karim Djoudi a répondu hier aux questions soulevées par les députés à l'occasion des débats sur la loi de finances et du budget de l'année 2009. Le ministre a évoqué les conséquences à court terme de la crise financière internationale et leurs retombées sur l'Algérie.

Le ministre des Finances semble avoir été conforté dans ses convictions lors de son séjour à Washington où il a assisté aux réunions annuelles des institutions de Breton Wood.

Il en a fait part hier aux membres de l'Assemblée populaire nationale. Ainsi, Karim Djoudi a, de nouveau, insisté sur l'impact insignifiant que pourrait avoir la crise financière internationale sur l'économie de l'Algérie. «La

situation économique du pays a permis d'éviter les graves conséquences de cette crise. Cela est notamment à mettre sur le compte de la non-convertibilité de notre monnaie, du refus de créer des fonds souverains et du bon usage des réserves de change», a-t-il indiqué hier. Pour le ministre des Finances, cette crise pourrait se révéler positive pour l'Algérie. «Les dernières prévisions font état d'une baisse de la croissance

aux Etats-Unis d'Amérique et dans les pays de l'Union européenne et d'une croissance soutenue en Chine. Le dollar américain devrait se raffermir face à l'euro et on s'attend à une baisse des prix des produits agricoles ainsi que du pétrole.

Celui-ci devrait se stabiliser autour de 78 dollars le baril. Cela devrait avoir pour répercussion de réduire le coût de nos importations mais aussi des recettes nationales de la fiscalité pétrolière. Sauf que l'impact de cette diminution ne sera pas important du fait de la hausse du dollar», a souligné Karim Djoudi.

En clair, à l'avenir, l'Algérie devrait acheter des produits

de première nécessité à moindre coût. Et la baisse des prix du pétrole sera compensée par un dollar plus fort. Dans sa réponse aux députés, Karim Djoudi a abordé la lancinante question de la taxe sur les véhicules neufs. Sans apporter d'éléments nouveaux, toutefois, puisque le ministre des Finances s'est contenté de réitérer les raisons qui ont mené le gouvernement à imposer cette disposition fiscale.

A ce titre, le ministre des Finances soutien mordicus que l'instauration de cette taxe a pour but d'encourager les constructeurs automobiles à s'installer en Algérie...

T. H.

PLUIES TORRENTIELLES

À BOUIRA

Des quartiers inondés et les autorités dépassées

Finally, on this evening of Tuesday, the inhabitants of the cheflieu of the wilaya of Bouira, could estimate themselves happy to have been spared by Dame Nature tant la défaillance du côté des autorités était criante. L'orage qui s'est abattu dans la soirée s'est avéré finalement et fort heureusement d'ailleurs de moindre intensité. Si les effondrements et autres pertes humaines n'ont pas été enregistrés, cela ne doit pas cacher les carences et autres défaillances constatées au niveau de la Protection civile et des responsables. De nombreux citoyens au niveau de plusieurs quartiers dont les habitations et les locaux commerciaux furent submergés par les eaux, n'ont pas été pris en charge par les éléments de la Protection civile, apparemment dépassés. Des quartiers comme Draâ-El-Bordj est et ouest n'ont reçu la visite des éléments de la Protection civile que quelques heures plus tard ou carrément le lendemain matin, soit plus de 14 heures après les inondations. C'est-à-dire après que les eaux eurent envahi les habitations situées au rez-de-chaussée comme c'était le cas pour les locaux du quotidien El-Khabar dont les eaux qui ont atteint selon notre confrère Achène Guettaf, les 80 centimètres, ont endommagé le matériel informatique et le fax qui s'y trouvaient. D'autres habitations ont enregistré des pertes de plusieurs objets détériorés par les eaux. Le même constat a été fait par les autres quartiers comme Harkat où les citoyens en colère ont protesté dans la rue quelques heures après l'orage et pendant que la pluie continuait à s'abattre. Au niveau du quartier Thawra qui est construit carrément le long d'un lit d'oued, toutes les habitations situées au rez-de-chaussée ainsi que les caves des bâtisses ont été envahies par les eaux pluviales qui ont largement débordé au-delà des trottoirs et des avaloirs et qui ont atteint, selon des témoignages, le plafond au niveau de certaines maisons, détruisant tout en ne laissant pour certaines familles que les yeux pour pleurer. Les mêmes scènes ont été vécues par les habitants situés au niveau de la gare routière, alors que ceux résidant sur la périphérie sud de la ville le long de l'oued Eddous, c'est la crue de celui-ci qui leur a causé plus de mal en envahissant leurs bâtisses. Là aussi, les habitants et pour manifester leur colère, ont fermé la RN5 pendant quelques heures. Et parlant de la RN5, au niveau du carrefour de Ras-Bouira, les ondes pluviales ont charrié des tonnes de sable et autres pierres obstruant la route pendant plusieurs heures. Toutes ces carences ont été enregistrées avec des précipitations de moindre intensité - nous ne savons pas quelles quantités de pluies sont tombées pendant ce laps de temps, les services de la météo, d'habitude si prompts à donner des renseignements, ont été hier injoignables malgré plusieurs tentatives — mais, force est de constater que les responsables au niveau de la wilaya de Bouira, surtout ceux de la Protection civile, sont passés à côté de la plaque ce mardi soir et n'était, comme nous le disions au tout début, Dame Nature qui était clémente cette fois-ci, la ville de Bouira aurait vécu une catastrophe. Espérons que des leçons seront retenues en considération après cet avertissement de Dame Nature.

Y. Y.

CRISE FINANCIÈRE MONDIALE

Le MSP plaide pour des banques islamiques en Algérie

Le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Aboudjerra Soltani, pourtant ministre d'Etat et faisant partie du staff gouvernemental, a sévèrement critiqué, hier, la position, un peu «légère», du même gouvernement, face à la crise financière mondiale.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Présidant la conférence économique, consacrée par son parti à cette crise, M. Soltani a appelé à

l'ouverture d'un dialogue au sujet des conséquences de la crise mondiale sur l'économie nationale, qualifiant cette dernière de fragile. «Les offi-

ciels doivent savoir que la crise n'est ni américaine, ni britannique, comme le soutiennent certains économistes, mais elle peut toucher tous les pays, dont la monnaie de change est le dollar», affirme-t-il. Invitant un économiste, M. Riadh Ammour, venu d'une université américaine, pour expliquer les causes de la crise devant les cadres du parti, le MSP a voulu, par cette démarche, démontrer la facilité du démantèlement des finances mondiales et, par ricochet, montrer comment la crise peut atteindre les pays sous développés, dont l'économie industrielle et agricole dépend des pays les plus riches. M. Aboudjerra Soltani, qui s'exprime au nom de son parti, invite le gouvernement à mieux expliciter la position de l'Algérie face à cette crise. «Aujourd'hui, il n'est pas sûr de dire que notre économie est à l'abri de la crise. Les

conséquences de l'instabilité des bourses internationales peuvent paraître éloignées du citoyen algérien, mais en réalité, tout est relatif et le lien peut surgir subitement, sans s'y attendre», avertit-il. Soltani explique que la crise peut se manifester, en dehors de la chute des prix du pétrole, par le recul des investissements directs étrangers, la crise alimentaire et l'ébranlement des crédits à la consommation. Mais que veut dire Soltani en insistant sur la fragilité du système financier et banquier algérien ? La réponse est bien plus claire, lorsque le président du MSP évoque que la seule assurance, pour le système financier national, est la promotion et le développement des banques islamiques. Des banques qui, selon lui, n'utiliseront pas l'usure et qui ne prendront pas d'intérêts sur les crédits octroyés à leurs clients.

R. M.

INFO DERNIÈRE

Trois gardes communaux tués et deux autres grièvement blessés

Trois gardes communaux ont été tués et deux autres ont été blessés, hier matin, lors de l'explosion d'une bombe artisanale enfouie sous terre par les terroristes du GSPC. L'explosion est survenue alors qu'une patrouille des gardes communaux effectuait une opération de reconnaissance dans la région des Babors, précisément au lieu-dit Taourirt, à quatre-vingts kilomètres du cheflieu de wilaya. Les corps des victimes ont été transférés à la morgue tandis que les deux blessés ont été évacués dans un état grave à l'hôpital de Aïn-El-Kebira, au nord de Sétif.

I. S.